

HERE



QUEERS CONT

Queers opposés à la brutalité policière : l'histoire se poursuit

PolitiQ – queers solidaires

Ce texte est initialement paru dans le Journal du Collectif opposé à la brutalité policière (COBP) dans le cadre du 15 mars 2011 mais a été modifié pour répondre à la pétition

“Pour un accroissement de la sécurité dans le village gai de Montréal”

Avant
1969.

L'homosexualité était criminelle. Dans les années 60, les policiers de Montréal amenaient tous les jours un cas d'homosexualité devant les tribunaux. Les personnes trans étant les plus ciblées. Différents prétextes étaient utilisés : tout homme « déguisé » en femme (ou l'inverse) était soit arrêté-e pour homosexualité, soit accusé-e-s d'être costumé-e-s pour commettre un crime (fossile de l'actuelle loi sur les masques ?). Les menaces, l'intimidation, les coups, voir pire, étaient à l'époque le lot quotidien des arrêté-e-s conduit-e-s et retenu-e-s dans un poste de police.

1974.

Le proprio du Madame Arthur laisse entrer son ami de gars dans ce bar réapproprié par les lesbiennes. Une bagarre éclate entre le gars et une fille. Le proprio appelle la police, qui embarque la fille. Les femmes organisent dès le lendemain un boycottage du bar. C'est le début d'un mouvement de lesbiennes à Montréal.

1976.

Pour les Olympiques, le maire Jean Drapeau intensifie la répression afin de nettoyer le centre-ville des travailleuses du sexe, des gais, des lesbiennes et des personnes trans. Le 19 juin, le Comité homosexuel anti-répression (CHAR) réunit plus de 300 manifestants pour protester contre les descentes dans les bars et saunas qui ont fait près de 150 arrestations.

1977.

140 arrestations lors d'une descente policière au Truux sous les motifs de « fréquentation d'une maison de débauche » et « grossière indécence ». La rumeur circule et 2000 personnes manifestent dans les rues le lendemain. L'événement est souvent appelé le « Stonewall québécois ». La même année, l'orientation sexuelle était incluse dans la Charte des droits et libertés suite à des pressions de l'Association pour les droits des gais et lesbiennes du Québec (ADGQ).

Entre

1982
et 1995:

Avec l'apparition du Village, les queers deviennent la cible de groupes de skinheads venus y faire du « gay bashing ». Plusieurs meurtres sont commis durant cette période. Mais la police est peu empathique et la plupart des crimes ne sont pas rapportés (ce qui est toujours le cas aujourd'hui).

1984.

75 policiers débarquent chez Bud pour une descente. Ils arrêtent 188 personnes. Le lendemain, 600 personnes manifestent dans la rue.

1990.

Les policiers profitent d'une descente dans un rave underground, le Sex Garage, pour enlever leurs badges d'identification et tabasser les participants. Le lendemain, 200 personnes font une vigile devant le poste de police alors que le commandant est censé venir leur parler. À la place, il envoie les flics pour les déloger. Une semaine plus tard, 2000 personnes organisent une marche et un concert dans le parc Lafontaine. L'organisateur de cette marche créera, quelques années plus tard, Divers/Cité. Le groupe lesbiennes et gais contre la violence est aussi créé cette année-là, appuyé par Act Up et Queer Nation, afin de dénoncer ces agressions.

1990.

Une tentative des queers de mettre sur pied le Réseau, une table de concertation entre les diverses minorités visibles et sexuelles confrontées à la violence, au racisme et à l'homophobie de certains éléments policiers, échoue à cause de la division sur les stratégies à employer.

1993.

La commission des droits de la personne du Québec tient une consultation sur la violence et la discrimination envers les gais et lesbiennes, dont un des thèmes principaux est les relations conflictuelles avec les corps policiers. Le rapport De l'illégalité à l'égalité demande clairement des changements.

1994.

175 personnes sont arrêtées au K.O.X. pour s'être trouvé-e-s dans une « maison de débauche » et pour « grossière indécence ». Un comité des arrêtés est créé, permettant de faire tomber les charges en 1995.

2003:

L'escouade de la moralité débarque au bar de danseurs nus le Taboo en le déclarant «maison de prostitution et de débauche ». 4 clients, 23 danseurs et 7 employés sont arrêtés.

Et maintenant:

La communauté LGBT est condamnée à oublier son histoire, ce qui profite grandement à la police. Il n'y a pas si longtemps, à peine 10 ans, la police avait encore dans sa mire notre communauté. Cependant, personne ne s'en souvient et personne ne le raconte, car la transmission intergénérationnelle des luttes passées n'a pas lieu. Ceci est un enjeu important pour les queers et les personnes trans, qui voient leurs archives se perdre et qui ne savent donc plus d'où illes viennent. Les corps policiers utilisent cette occasion pour promouvoir une image de bonne entente avec la communauté LGBT, alors que les personnes les plus vulnérables sont encore harcelées par les flics.

Avec l'embourgeoisement du Village, on s'aperçoit à qui profite réellement ce pseudo rapprochement de la communauté LGBT. Le nettoyage social continue : les jeunes de la rue du Square Viger en ont fait les frais durant les jeux gais des Outgames de 2006 ; la surabondance de cadets durant la piétonisation de la rue Ste-Catherine, servant à se débarrasser de tout indésirable qui n'y serait pas pour consommer sur les terrasses, est un signal inquiétant du contrôle qui se met en place pour faire taire ceux et celles qui s'opposent à la marchandisation de nos identités; et quand les flics considèrent que Queers Against Israeli Apartheid représente un danger potentiel et doit être surveillé durant le défilé des Fiertés de 2009, n'est-ce pas le signe qu'ils ont peur des voix dissidentes ?

Les nettoyages du Plateau et du Quartier des spectacles ont repoussé les itinérants et les jeunes de la rue dans un quartier, le Village, où le développement touristique et économique a toujours préféré ignorer la nécessité d'un développement social. En adoptant la devise "Il y aura une place pour chacune des libertés que vous voudrez vous accorder", les autorités prétendaient faire disparaître magiquement les problèmes de cohabitation dans cet espace public géant qu'est la piétonisation de la rue Ste-Catherine. Aujourd'hui, avec l'embourgeoisement, on prétend être surpris de la crise de la sécurité. Avec leur pétition "Pour un accroissement de la sécurité dans le village gai de Montréal", les commerçants et les résidents prétendent se débarrasser des nuisances sociales. Aire Libres a enfin permis de confronter la population générale aux problèmes qu'elle délègue aux organismes communautaires, devenus des sous-traitants à qui l'on ne donne même pas les moyens de faire le sale boulot.

Ce seront les itinérants et les jeunes de la rue qui en feront les frais aux mains des policiers, qui recevront des coups, qui se feront arrêter, qui recevront des contraventions pour des riens. C'est ce qu'on appelle la criminalisation de la pauvreté. Malgré toute la bonne volonté qu'on voudrait y mettre, la police de Montréal a été reconnue coupable de profilage racial, social et politique. La police ne changera pas même si un comité communautaire est chargé de la surveiller, même si des itinérants participent à ses réunions. Nous ne voulons pas être complices des crimes du pouvoir.

Même si des affiches posées dans les bars gais du Village et des vidéos sur le site du SPVM demandant de rapporter les agressions, à qui dénoncer le profilage social des femmes trans constamment soupçonnées de prostitution ? Et l'exode des travailleurs du sexe expulsés du coin de la rue Champlain ? Sans parler de la judiciarisation des jeunes de la rue (souvent queers) ou des agressions dans les parcs et les buissons ?

Les queers ne sont pas dupes des beaux yeux du PDQ22 et refusent ces intimidations qui ne visent qu'un but : qu'on se taise.

Quelques sources :

CORRIVEAU, Patrice, *La répression des homosexuels au Québec et en France. Du bûcher à la mairie*, Septentrion, Québec, 2006.

DEMCZUK, Irène et Frank W. Remeggi, *Sortir de l'ombre - Histoire des communautés lesbienne et gaie de Montréal*, VLB, Montréal, 1998.

HIGGINS, Ross, La régulation sociale de l'homosexualité. De la répression policière à la normalisation, dans CORRIVEAU, Patrice et Valérie Daoust, *La régulation des minorités sexuelles. L'inquiétude de la différence*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 2011.

JANOFF, Douglas V., *Pink Blood: La violence homophobe au Canada*, Triptyque, Montréal, 2007.

NAMASTE, Vivianne K., *C'était du spectacle : l'histoire des artistes transsexuelles à Montréal 1955-1985*, McGill - Queen's University Press, 2005



**Parce que nous n'oublions pas notre histoire et notre
capacité de résistance!**

**www.politiq.info
info.politiq@gmail.com**

RE LA BRUTALITE POLIC